Restituer le patrimoine judiciaire en l'absence de vestiges : l'exemple du siège ducal de Luynes en Touraine, XVII^e - XVIII^e siècle

How to restore a judicial heritage without any remain: the example of the ducal seat of Luynes in Touraine, XVIIth - XVIIIth century

Patrick Bordeaux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/33542>

DOI : 10.4000/insitu.33542

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Patrick Bordeaux, « Restituer le patrimoine judiciaire en l'absence de vestiges : l'exemple du siège ducal de Luynes en Touraine, XVII^e - XVIII^e siècle », *In Situ* [En ligne], 46 | 2022, mis en ligne le 18 janvier 2022, consulté le 03 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/33542> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.33542>

Ce document a été généré automatiquement le 3 février 2022.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Restituer le patrimoine judiciaire en l'absence de vestiges : l'exemple du siège ducal de Luynes en Touraine, XVII^e - XVIII^e siècle

How to restore a judicial heritage without any remain: the example of the ducal seat of Luynes in Touraine, XVIIth - XVIIIth century

Patrick Bordeaux

- 1 Le duché-pairie de Luynes, en Touraine, s'est constitué à partir de l'ancienne baronnie de Maillé, laquelle existait depuis le x^e siècle, devenue comté en 1572. Les lettres patentes de création furent accordées en août 1619, enregistrées au Parlement le 14 novembre, en faveur de Charles d'Albert de Luynes (1576 ?-1621), favori de Louis XIII, qui ordonna le changement de nom de Maillé en Luynes. Dans le cadre de nos recherches, nous nous sommes penché sur l'emprise de ces territoires successifs, sur leur organisation, notamment leurs justices, sur le personnel et sur les lieux et accessoires qui leur sont liés. Nous n'aborderons ici que ce qui concerne le duché-pairie et plus particulièrement les éléments matériels situés dans sa capitale. Nous limiterons nos problématiques à la localisation des lieux de justice, à la définition de leur nature, et à la restitution de leur organisation architecturale. Pour ce faire, nous présenterons le processus de recherche, les sources exploitées et les méthodes utilisées.
- 2 Il est nécessaire au préalable de dépeindre le contexte que nous avons pu reconstituer¹. Nous avons pu redessiner l'emprise de ce duché et son évolution grâce à diverses archives, en particulier le décret d'adjudication de 1619, plusieurs lettres patentes royales rédigées entre 1663 et 1670 et des lettres à terrier² ainsi que des ordonnances du bailli ducal du XVIII^e siècle. Lors de sa création en 1619, ce duché est composé de l'ancien comté de Maillé qui comprend [fig.1] : la baronnie éponyme et ses dépendances (soit une dizaine de paroisses), la baronnie de Rochecorbon et ses

annexes, la vicomté de Tours et quelques châtelainies et seigneuries, chacune de ces composantes ayant sa justice propre.

Figure 1

Les territoires composant le duché-pairie de Luynes entre 1619 et 1654. Carte, 2020.

© Patrick Bordeaux.

- 3 En 1620 le premier duc achète une partie de l'ancienne baronnie de Saint-Michel-sur-Loire, elle aussi autonome judiciairement. À sa mort, en décembre 1621, son successeur, Louis Charles d'Albert de Luynes (1620-1690), n'a pas un an. Ce dernier ne commence vraiment à œuvrer pour son duché qu'à partir de 1654. Entre cette date et 1669, il acquiert la baronnie de Semblançay et plusieurs autres châtelainies et seigneuries, l'objectif étant d'étendre son territoire et de le rendre digne de son rang de pair de France, d'augmenter ses revenus, mais aussi de rendre le tout aussi homogène que possible et non morcelé comme c'était le cas auparavant. Trois décisions vont alors intervenir qui auront des conséquences importantes pour l'organisation de la justice du duché-pairie. En 1663, à la demande du deuxième duc, Louis XIV signe des lettres patentes unissant plusieurs des acquisitions au duché-pairie. Il en fait de même en 1669 pour d'autres terres et ordonne que le duché en tant que pairie relève désormais directement en appel du Parlement de Paris, à charge pour le duc d'indemniser les officiers royaux du présidial de Tours et des bailliages concernés. Ceci fait, d'autres lettres patentes royales sont accordées en 1670 qui, considérant l'étendue du duché, ordonnent que le bailli du siège ducal, qui ne peut tout administrer seul, prenne le titre de bailli général, jugeant en première instance dans le ressort de l'ancienne baronnie de Maillé, et en appel des autres justices du duché. Le roi autorise la création d'un office de lieutenant général du duché-pairie pour le seconder. Quatre sièges secondaires sont désignés : Saint-Michel, Langeais, Semblançay et Tours. Ainsi apparaissent quatre niveaux pour la justice déléguée entre les seigneuries de haute justice et le Parlement : hautes justices de base, sièges secondaires ou premier niveau du siège de Luynes, bailliage général du duché-pairie, Parlement. Cependant, dans bien des cas, le duc possédant à la fois le siège ducal et les seigneuries inférieures, cela se réduit à trois

niveaux. Le duché évolue quelque peu au XVIII^e siècle grâce à un héritage et à diverses acquisitions. Ces nouveaux biens sont intégrés à l'organisation judiciaire fixée en 1670 [fig. 2].

Figure 2

Emprise et composantes du duché-pairie de Luynes au XVIII^e siècle. Carte, 2020.

© Patrick Bordeaux

- 4 La bibliographie de base est peu riche sur Luynes, ancienne, et ignore les aspects liés à sa justice. Il existe cependant une exception, le mémoire de maîtrise d'histoire d'André Serrano sur la haute justice du duché-pairie entre 1770 et 1775³ qui propose une restitution du ressort⁴ et du personnel, mais qui ne localise pas précisément l'auditoire⁵. Seul André Pacqueteau, agent d'assurance, Luynois de souche et rédacteur d'une compilation sur sa ville, enrichie de quelques recherches (non référencées) donne un indice. Il écrit que l'étage d'un petit logis contigu à l'ouest des halles servait autrefois de palais de justice⁶. Ce logis fut détruit en 1913, ainsi qu'une partie des halles, pour construire une salle des fêtes [fig. 3]. On le distingue sur diverses cartes postales éditées entre 1900 et 1912. La question est de savoir si cette affirmation de Pacqueteau est authentique, mais aussi si le logis visible sur les anciennes photographies date bien de l'Ancien Régime (il n'a visiblement rien de médiéval). Ceci implique une recherche documentaire ainsi qu'une étude des vestiges des halles avec d'éventuels relevés architecturaux, puis une analyse comparative des données recueillies.

Figure 3

Façades sud des halles et de la salle des fêtes, 2020.

© Patrick Bordeaux

Apport des archives planimétriques, manuscrites et graphiques

- 5 La localisation donnée par Pacquetteau engage d'abord à consulter la collection de plans terriers, heureusement conservés, dont nous avons pu déterminer la période de réalisation : à l'occasion d'une révision du terrier du duché-pairie entamée en 1782. Plusieurs représentent la capitale du territoire à diverses échelles. Sur le plan agrandi de la ville [fig. 4], à l'extrémité ouest des halles (encadrées en bleu) et compris dans ces dernières, un petit bâtiment est nommé Palais (encadré en rouge).

Figure 4

Plan de la ville avec localisation du palais de justice ducal, extrait d'un plan terrier du duché-pairie de Luynes, vers 1782, conservé aux archives départementales de Touraine (E 357-1).

© Patrick Bordeaux

- 6 Pour préciser les choses, il nous faut ensuite recourir aux archives manuscrites, et en premier lieu au fonds judiciaire⁷. Celui-ci est très complet à partir de 1720 mais lacunaire pour les périodes antérieures. Avant la création du duché, une seule indication donnée en tête d'une sentence de 1598 mentionne l'existence d'un auditoire, sans le localiser ; les autres mentions de lieu sont celles d'hôtels appartenant à plusieurs particuliers. À partir de 1619, les informations ne sont guère plus précises, les décisions sont rendues soit « en notre hôtel » ou bien « en la chambre du conseil ». À partir de 1670, une nouvelle dénomination apparaît, celle de palais, sans pour autant en donner l'emplacement. Le relevé des actes de ce fonds permet, en le croisant avec les informations recueillies grâce au relevé des registres paroissiaux, de reconstituer le personnel. Le conseil est composé du bailli – puis bailli général dès 1670 – assisté d'un lieutenant général à partir de cette même année, du procureur fiscal, plus communément appelé procureur ducal après la réforme, et d'un huissier audienier. Tous sont officiers du duc et nommés par lui, les deux premiers gradués en droit et reçus aussi comme avocats en Parlement en raison du statut de pairie. Un autre personnage est systématiquement présent : le greffier. Depuis une décision prise par la dernière comtesse de Maillé vers 1602, celui-ci n'est plus officier mais en général un notaire local qui a passé un bail à ferme. On lui adjoint parfois des commis. Durant certaines périodes, ce bail est compris dans la ferme générale du duché, le fermier passant alors un sous-bail. Conscient de la fragilité de cette situation et des risques liés à la privatisation de la charge, le quatrième duc indique que si tel est son désir, cette charge retournera sous son autorité directe, mais ceci ne fut jamais appliqué. On dénombre aussi une vingtaine d'auxiliaires de justice (sergents ou huissiers, certains royaux et des avocats ou procureurs) dont les fonctions sont détenues par des particuliers, des notaires en général pour les deux dernières catégories puisqu'ils doivent être praticiens en droit. Quant aux jours et types d'audiences, nous pouvons les reconstituer ainsi. Avant la réforme de 1670, on distinguait les causes dite du mardi, où l'on traitait les cas les plus importants appelés causes vieilles et sommaires, portant sur

les affaires personnelles et mobilières dont le montant était limité, et les causes dites du lundi concernant les causes réelles traitant des biens immobiliers. Après 1670, on ajoute une séance le vendredi pour traiter les appels des autres justices du duché-pairie. Le greffier rédige des minutes de chaque cause entendue, qu'il double par la rédaction de résumés, dits plumitifs, consignés dans des registres séparés. En 1758 ces trois audiences sont réduites à une seule qui a lieu le mardi, transférée au lundi en 1785. La raison de ces changements est liée aux tensions existant entre la justice ducale et celle du présidial de Tours, aux conflits d'autorité et à l'interprétation que font certains juges de leurs droits et ressorts, mais aussi à l'empiètement progressif du pouvoir royal sur certains droits seigneuriaux.

- 7 N'ayant pu avoir accès aux archives familiales⁸, et pour contourner cet obstacle majeur, nous avons d'une part effectué le relevé de l'intégralité des actes du minutier de Luynes qui couvre la période 1693-1790⁹, et d'autre part relevé les récolements des titres et papiers contenus dans les inventaires après décès des deuxième, troisième et cinquième ducs. C'est grâce à ce travail que nous avons pu reconstituer l'évolution du duché et retrouver plusieurs baux de la ferme générale, soit dans le minutier de Luynes, soit en suivant les indications des récolements et en ayant recours au minutier central de Paris (aux Archives nationales). Ce travail a aussi permis de suivre la localisation du palais de justice et de quelques lieux annexes. Le bail à ferme du 5 novembre 1707¹⁰ apporte ainsi une indication majeure : « Jouiront pareillement lesdits preneurs de l'ancien pallais et chambre dudit greffe estant soub les halles dudit Luynes en l'estat qu'il est. » Ceci est à comparer avec une sentence de 1675 précisant que l'amende infligée servira à réparer le palais. Il semble que le siège de la justice de Maillé puis Luynes s'est bien trouvé sous les halles depuis une époque lointaine mais indéterminée, et qu'il en partit aux alentours de 1690. Le transfert de l'hôtel-Dieu vers de nouveaux locaux en 1683 ayant libéré un emplacement au sud de la Grande Rue (aujourd'hui rue de la République, côté ouest, impair), on décida d'y installer le siège de la justice pour une raison qui nous échappe, peut-être son état ? C'est ce que confirment plusieurs actes postérieurs à 1690. Une note d'un curé nomme la place située au sud de cette rue « carroi du Pilon », en 1759 ; celui-ci étant en général proche de l'auditoire, il semble que l'emplacement soit le même à cette époque. Il ne subsiste rien du palais qui occupa un temps le sud de la Grande Rue. Cependant, d'autres mentions, comme l'indication figurant sur les plans terriers évoqués plus haut, font état de son retour sous les halles aux environs de 1760. Ce point est confirmé par l'existence d'un bail passé entre le régisseur du duc de Luynes et la nouvelle municipalité le 3 juillet 1793 « d'un bâtiment servant cy-devant de palais, dès présent de maison commune et halles y attenantes¹¹ ».
- 8 Les plans terriers, ainsi que quelques mentions, précisent que le pilori et le poteau des annonces judiciaires se trouvent alors près du palais. Un autre lieu peut être localisé grâce à ces relevés, l'emplacement des fourches patibulaires, situées au sud de la ville, au carroi dit de la Potence ; une sentence de 1699 laisse cependant entendre qu'elles n'étaient sans doute pas permanentes mais uniquement montées si une décision l'imposait.
- 9 Nous avons pu localiser ce palais et suivre ses implantations successives, il nous reste d'une part à vérifier si celui qui fut par deux fois sous les halles correspond au bâtiment visible sur des cartes postales du début du xx^e siècle [fig. 5] et à voir si d'autres sources ou si les observations de terrain peuvent nous en dire plus sur le bâti, sachant que la portion des halles où il se situait a été détruite il y a un peu plus de cent ans.

Figure 5

Les halles de Luynes vers 1900-1910, carte postale, collection de l'auteur.

- 10 La documentation recueillie jusqu'ici ne nous donne qu'une indication : en 1675 et 1677, le bailli écrit « sommes montés en nostre hostel avec nostre greffier ordinaire », et en 1775 « sommes montés ensemble à l'audience sur les dix heures du matin ». Il y aurait donc eu deux étages avec une pièce par niveau si on en juge par la mention du bail de 1707. Les archives antérieures à 1790 ne détiennent aucun acte décrivant précisément ces espaces. Il n'existe pas non plus dans les fonds publics de procès-verbaux de travaux qui ont pourtant dû être effectués.
- 11 Il reste une dernière piste à suivre si nous voulons savoir ce qu'est devenu ce palais à partir de la Révolution française et peut-être en déduire l'état antérieur. Pour cela il faut tenter de reconstituer l'origine de propriété, comme c'est l'usage pour toute étude de bâti (même disparu), en remontant de façon régressive depuis nos jours. Nous partons de l'indication de Pacquetteau qui mentionne une acquisition du bâtiment des halles par la commune et du fait que cette propriété est toujours effective. Ayant eu à reclasser les archives communales anciennes, nous avons trouvé une liasse contenant plusieurs expéditions : des titres de propriété, des baux et des procès-verbaux de travaux, le tout étalé entre 1800 et 1859¹². Ces documents permettent de retracer l'historique de la propriété des halles jusqu'à la vente par le duc, mais aussi de savoir ce qu'il est advenu du palais de justice qu'elles renfermaient. Le 13 juillet 1800¹³, le représentant du duc de Luynes vendit les halles à Venant Blot, marchand boulanger, et à son épouse ; l'acte précise à propos de la partie ouest des bâtiments : « Lesquels servaient pour l'auditoire de la ci-devant justice de Luynes. » M^{me} veuve Blot et ses enfants vendent au couple Richard le 26 mai 1822, lesquels cèdent ce bien à la commune le 25 octobre 1825. Aucun de ces propriétaires n'occupe la maison située à l'ouest, régulièrement louée. Nous pouvons donc comparer plusieurs des descriptifs contenus dans les actes. Il apparaît une nette différence de distribution intérieure mais aussi d'accès et d'ouvertures entre l'acte rédigé en 1800 et ceux postérieurs à 1816. Si

nous prenons aussi en compte une particularité du bas-côté sud des halles visible de nos jours (nous la décrirons plus loin) et déjà perceptible sur les cartes postales éditées au début du ^{xx}e siècle, nous pouvons déduire que le couple Blot démolit vers 1810 les deux travées ouest des halles dans lesquelles était enchâssé le palais de justice. De fait, la carte postale déjà présentée de la façade sud de cette demeure ainsi qu'une autre de même époque sur laquelle se voit sa façade ouest [fig. 6] montrent un logis en pierre de taille, contigu mais distinct du vaisseau des halles, dont les lignes de faîtage ne sont pas alignées et dont les couvertures sont de matériaux différents (ardoises pour le logis, tuiles sur les halles), avec une porte donnant sur la place du Marché et des fenêtres ouvrant sur la rue, ce qui ne correspond pas avec la description de 1800 que nous donnons plus bas. Le style sobre de son architecture et des encadrements de fenêtres, de même que la présence d'un bandeau saillant au niveau des allèges des fenêtres de l'étage, semblent confirmer une construction vers 1800-1815.

Figure 6

Façade ouest de la maison attenante aux halles, place du Marché, carte postale, vers 1910, collection de l'auteur.

Apport des observations de terrain et analyse du bâti

- 12 L'étude des halles et de l'ancien palais de justice constitue une des notices du catalogue de notre thèse de doctorat¹⁴, nous ne présentons ici que ce qui permet de restituer l'état du palais. Nos bases de travail sont constituées par deux descriptifs circonstanciés d'une part, et par l'observation de la structure de ce qui subsiste des halles d'autre part.
- 13 L'état de la section A du cadastre établi en février-mars 1791 désigne très sommairement : « La halle, le palais composé d'une chambre basse, chambre haute, un petit cabinet à costé¹⁵ ». L'acte de vente de 1800 est beaucoup plus précis :
- 14 Savoir un bâtiment composé d'un vestibule, une chambre basse à cheminée, croisée et porte sur la gallerie cy-après au midi, autre croisée au nord sur les douves, porte au

levant du vestibule, une chambre haute sans cheminée et un cabinet sur ladite chambre basse et vestibule, croisée dans ladite chambre haute au midi, et au couchant, dans ledit cabinet croisée au nord sur les douves. Au-dessus desdits vaisseaux un grenier non carrelé sans fermeture au levant côté de la halle cy-après désignée, comble sur ledit grenier, couvert ensuite d'ardoises. Devant ledit bâtiment une petite gallerie au midi, couverte en ardoise, sous laquelle est la porte d'entrée du bâtiment ci-dessus détaillé, le tout joignant du levant à ladite halle, du couchant au bâtiment du *sieur* Urson et à la place publique, au midi à la rue et à ladite place, du nord aux douves du château.

- 15 L'observation des halles et de son environnement indique plusieurs modifications de son emprise initiale. Ces dernières, selon plusieurs sources et les indices matériels, ont probablement été édifiées durant la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, puis tronquées à l'est de deux travées avant la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle. Une coupe transversale montre une réduction de moitié du bas-côté sud [fig. 7], laquelle est déjà visible sur les cartes postales du début du ^{xx}^e siècle.

Figure 7

Coupe transversale des halles au niveau de la ferme III, état actuel, 2020.

© Patrick Bordeaux.

- 16 Étant donné que la maison accolée aux halles se trouvait dans le prolongement de cette réduction, il est permis de supposer qu'elle fut effectuée aussi vers 1810, sans doute pour élargir la rue. Si l'on rétablit la largeur initiale du vaisseau, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles celui-ci mesurait environ 26 m de long sur 16 m de large (dont 12 pour la nef centrale) pour une hauteur de 15 m (7 m sous les entrails de la nef centrale). Les halles longeaient, au nord, la douve basse du château (ce dernier est sur le plateau, 40 m plus haut) et la rue au sud. Vers 1662, le deuxième duc, Louis Charles, fit aménager un escalier de pierre reliant le vaisseau et sa demeure, enjambant la douve par une

arche (la première comblée et la seconde détruite en 1850), lequel aboutissait à l'angle nord-est du vaisseau. Il s'agissait là d'un élément symbolique particulièrement fort, marquant l'autorité et les droits du seigneur, notamment en matière de justice, mais également signe symbolisant les devoirs du duc envers ses sujets. Un texte rédigé par Louis Charles d'Albert, très proche des jansénistes, est tout à fait éclairant sur la dimension caritative de sa conception de ses droits et devoirs¹⁶.

Synthèse : restitution de l'élévation et de la distribution interne

- 17 En nous appuyant sur les données matérielles recueillies, il est possible de retracer le plan du vaisseau au cours de l'époque moderne et de localiser précisément le palais de justice ducal [fig. 8]. Ce dernier occupait la nef centrale sur la longueur de deux travées, soit une surface d'environ 56 m² (7 m sur 8 m). Il comprenait deux étages d'environ 3,50 m de hauteur chacun.

Figure 8

Plan de l'évolution des halles entre le XVII^e siècle et nos jours, localisant l'emprise du palais de justice ducal disparu, 2020.

© Patrick Bordeaux

- 18 Nous pouvons aussi tenter d'en restituer l'élévation en 3D en croisant nos observations sur le terrain avec les descriptifs cités plus haut [fig. 9 et 10].

Figure 9

Proposition de restitution en 3D des façades ouest et sud de l'ensemble halles-palais de justice ducale, XVII^e-XVIII^e siècle. Restitution en 3D, 2020.

© Patrick Bordeaux

Figure 10

Proposition de restitution en 3D de la façade nord de l'ensemble halles-palais de justice ducale, XVII^e-XVIII^e siècle. Restitution en 3D, 2020.

© Patrick Bordeaux

- 19 Le fait d'être enchâssé dans les halles induit une architecture simple, pas de maçonneries mais de probables murs en pans-de-bois et torchis (ou bricages) montés entre les poteaux des deux travées ouest de la nef centrale jusqu'à la hauteur des entrails. Le bas-côté sud constituait ainsi une galerie ouverte sur laquelle donnait la porte d'entrée. Le bas-côté nord servait de serre-bois. La lumière pénétrait dans les deux niveaux au moyen de croisées de bois ouvrant au nord, au sud, et à l'est pour l'étage seulement. Seul le rez-de-chaussée disposait d'une cheminée, la raison en est probablement double : d'une part il fallait minimiser le risque d'incendie particulièrement élevé dans ces bâtiments en bois, d'autre part le rez-de-chaussée avait un usage quotidien alors que l'étage ne servait qu'entre un et trois jours par semaine

selon les périodes. Pour ce dernier, un chauffage d'appoint de type brasero suffisait. La partie supérieure, située dans le comble, faisait office de grenier ou de remise et était ouverte sur le reste du vaisseau des halles dont elle faisait partie ; elle n'était donc probablement d'aucune utilité pour le palais de justice mais permettait de stocker marchandises ou matériaux divers. L'ensemble était distribué ainsi : le rez-de-chaussée comprenait un vestibule d'entrée éclairé par une croisée donnant sur la galerie et servant de salle des pas perdus lors des audiences, suivi d'une salle servant de greffe éclairée au nord où chacun pouvait déposer une plainte, exposer une requête, solliciter une autorisation (d'urbanisme par exemple), mais aussi s'informer sur les affaires en cours et obtenir copie des décisions administratives et des jugements. Ceux-ci étaient affichés sur un poteau des annonces situé au même endroit que le pilori, sur la place du Marché, à l'angle sud-ouest du palais. Les audiences se déroulaient à l'étage auquel on accédait par un escalier intérieur, très probablement en bois. Cet espace supérieur était divisé en une grande salle et un cabinet à la fonction non définie (peut-être un vestiaire), la première éclairée au sud et à l'ouest par deux croisées, le second par une croisée donnant au nord. Nous n'avons malheureusement aucune information sur l'organisation interne de cette chambre du conseil, comme on l'appelait alors, ni sur son mobilier et son décor.

Conclusion¹⁷

- 20 Très rares sont les édifices des anciennes cours seigneuriales à avoir subsisté¹⁸. Grâce à une approche micro-historique et transdisciplinaire, au service de laquelle sont convoquées l'histoire, l'histoire de l'art et l'archéologie du bâti, il est cependant possible de combler au moins partiellement l'absence de vestige en croisant étude minutieuse des archives et observations de terrain. Dans le cas de Luynes, les apports sont d'autant plus fructueux qu'il apparaît que le lieu de justice se trouvait imbriqué dans un autre espace dont une partie a perduré jusqu'à nous, permettant d'aller plus loin qu'un simple descriptif. Les recherches sur ces édifices secondaires sont encore peu nombreuses, il reste à espérer que d'autres suivront pour enrichir nos connaissances dans ce passionnant domaine, où la justice côtoyait le quotidien et où se jouaient bien des aspects de la vie de nos ancêtres.

NOTES

1. Les références des sources figurent dans notre thèse de doctorat (voir note 14). Celle-ci n'ayant pas encore été publiée nous ne donnons ici que des indications générales qui constituent déjà une restitution inédite des faits.
2. Il s'agit d'une autorisation royale accordée à un seigneur qui souhaite vérifier les droits et redevances dus par ses vassaux en tant que détenteurs de terres qui relèvent de sa seigneurie.
3. SERRANO André, *La Haute Justice du duché-pairie de Luynes. Étude des structures, du fonctionnement et des activités d'une justice seigneuriale en Touraine, 1770-1775*, mémoire de maîtrise d'histoire, Tours, université François-Rabelais, 1986.

4. Elle est partiellement erronée et incomplète.
5. Il le suppose sur les hauteurs près du château.
6. PACQUETEAU André, *Histoire de Luynes*, tapuscrit, vers 1973-1982, p. 286.
7. Archives départementales de Touraine (AD Touraine), sous-série 8B.
8. Le duc actuel n'a pas répondu à nos sollicitations.
9. Il ne subsiste curieusement rien pour la période antérieure et il existe une lacune entre 1710 et 1720 environ.
10. AD IL, 3E12-566, transcrit dans notre thèse (voir *infra* note 14), vol. III, PJ 57, p. 1185-1189.
11. AD Touraine, registre de contrôle des actes des notaires, 3Q 5361. La minute a disparu.
12. Archives communales de Luynes (AC Luynes), 1M 2.
13. AC Luynes, 1M 2, ou AD Touraine, 3E12-590 ; acte transcrit dans notre thèse (voir *infra* note 14), vol. III, PJ 95, p. 1353-1355.
14. BORDEAUX Patrick, *De Maillé à Luynes. Genèse et identités d'une ville de Touraine à l'âge moderne*, thèse de doctorat d'histoire de l'art, Paris, Sorbonne Université, 2020, vol. IV, p. 1745-1762.
15. AC Luynes, 1G 2.
16. LUYNES Louis-Charles d'Albert (duc de), *Les Devoirs des seigneurs dans leurs terres suivant les ordonnances de France*, Paris, Henry Charpentier éditeur, imprimerie de Pierre Le Petit, 1668, 2^e édition.
17. L'ensemble des recherches sur le territoire et sur la ville de Luynes va prochainement être publié: BORDEAUX Patrick, *Une autre capitale de la Touraine. Le duché-pairie de Luynes (XVII^e-XVIII^e siècle). Histoire - Société - Territoire - Architectures - Paysages*, (Perspectives historiques), Presses universitaires François-Rabelais, Tours, à paraître fin 2022. Préface d'Alexandre Gady.
18. Sur ce sujet, voir : JACOB Robert & MARCHAL-JACOB Nadine, « Jalons pour une histoire de l'architecture judiciaire » in ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'HISTOIRE DE LA JUSTICE, *La Justice en ses temples. Regards sur l'architecture judiciaire en France*, Paris / Poitiers, Errance / Brissaud, 1992, p. 25-67.

RÉSUMÉS

Luynes, en Touraine, fut de 1619 à 1790 la capitale d'un duché-pairie dont le territoire s'étendit fortement au cours du XVII^e siècle. En 1670 il bénéficia par décision royale d'une organisation judiciaire originale. Nous avons pu en reconstituer les circonscriptions territoriales et le personnel. Sur le plan matériel, il ne subsiste rien des bâtiments où cette administration s'exerça. Après avoir dépeint rapidement tous les éléments évoqués ci-dessus, nous présenterons les sources et le cheminement qui permettent de localiser et reconstituer ce lieu judiciaire. Nous finirons par un essai de restitution virtuelle du bâtiment, de son environnement et de sa distribution interne.

Luynes (Touraine, France) was the centre of a duchy-peerage from 1619 to 1790 whose territory spread during the seventeenth century. In 1670, a royal decree gave it a specific judicial organisation. We were able to reconstruct its jurisdictions and its personnel. On a material level, nothing remains of the buildings that housed courts. Having quickly described all elements mentioned above, we will present the sources and path that make it possible to locate and reconstruct this judicial decision-making body. Then we will end with a test of virtual reconstruction of the building, its environment and its internal distribution.

INDEX

Mots-clés : plan terrier, Luynes, Touraine, duché-pairie, Luynes (Charles d'Albert de), Luynes (Louis-Charles d'Albert de), Louis XIII, Louis XIV, haute justice, auditoire, palais de justice, pilori, ressort judiciaire, bailli, greffe, Parlement, époque moderne, halles, architecture, archives

Keywords : plan terrier, Luynes, Touraine, duchy-peerage, Luynes (Charles d'Albert de), Luynes (Louis-Charles d'Albert de), Louis XIII, Louis XIV, high justice, audience, courthouse, pillory, jurisdiction, bailiff, clerck's office, Parliament, modern age, food market, architecture, records

AUTEUR

PATRICK BORDEAUX

Docteur en histoire de l'art, Sorbonne-Université, centre André Chastel (UMR 8150)

bordeaux.patrick@orange.fr